

Le Premier ministre sortant Boïko Borissov réussit son pari et remporte les élections législatives en Bulgarie

Corinne Deloy

Résultats

Les Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB, parti du Premier ministre sortant (2009-2013 et 2014-2016) Boïko Borissov), sont arrivés en tête des élections législatives anticipées organisées le 26 mars en Bulgarie. Le chef du gouvernement a donc réussi son pari et s'impose pour la quatrième fois dans les urnes après 2009, 2013 et 2014. Le GERB a recueilli 32,64% des suffrages. Le Parti socialiste (BSP), principal parti d'opposition conduit par Korneliya Ninova, est arrivé en deuxième position avec 27,12% des voix.

« Les Bulgares ont choisi la sécurité et ramené au pouvoir le GERB, pariant sur leur avenir au sein de l'Union européenne. Les socialistes ont échoué à convaincre les électeurs qu'ils pouvaient être les acteurs d'un changement » a analysé Genoveva Petrova, directrice de l'institut d'opinion Alpha Research.

Le Front patriotique, alliance nationaliste regroupant le Mouvement national (IMRO-BNM) de Krasimir Karakachanov, le Front national de salut de la Bulgarie de Valeri Simeonov et Ataka (A) de Volen Siderov, a pris la troisième place avec 9,06% des suffrages. Il devance le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS), parti représentant la minorité turque de Bulgarie (700 000 personnes, soit environ 10% de la population totale), opposé à la politique menée par le président turc Recep Tayyip Erdogan (Parti de la justice et du développement, AKP) et dirigé par Mustafa Karadayi, qui a obtenu 9,04% des voix. Les élections législatives constituaient un test pour les deux partis représentant la minorité turcophone du pays. Le Mouvement pour les droits et les libertés a remporté la bataille contre Dost (qui signifie ami en turc), qui était ouvertement soutenu par le pouvoir turc mais qui, avec 2,89% des suffrages, échoue à entrer à l'Assemblée

nationale (*Narodno sabranie*), chambre unique du parlement.

Un dernier parti sera représenté au parlement, il s'agit de Volya (Volonté), parti populiste créé par l'homme d'affaires qui s'est autoproclamé « le Trump bulgare », Vesselin Mareshki, qui a recueilli 4,15% des voix.

En revanche, le Bloc réformateur, coalition formée par 5 partis (les Démocrates pour une Bulgarie forte, le Mouvement Bulgarie pour les citoyens, l'Union des forces démocrates, le Parti populaire de la liberté et de la dignité et l'Union nationale agraire) et qui était membre du gouvernement sortant, échoue à conserver sa place au parlement. Il a obtenu 3,02% des suffrages, soit moins que les 4% des voix indispensables pour être représenté à l'Assemblée nationale.

Ces élections législatives faisaient suite à la démission du Premier ministre sortant Boïko Borissov à l'issue du 2e tour de l'élection présidentielle des 6 et 13 novembre derniers, scrutin perdu par la candidate du GERB Tsetska Tsatcheva et remporté par le candidat soutenu par le Parti socialiste Roumen Radev. Alors que le chef de l'Etat a un rôle essentiellement

honorifique en Bulgarie, Boïko Borissov avait transformé l'élection présidentielle en vote de confiance sur son gouvernement.

La participation a été à peu près équivalente à celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 5 octobre 2014 : seuls la moitié des Bulgares se sont rendus aux urnes.

Résultats des élections législatives du 26 mars 2017 en Bulgarie

Participation : environ 50%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus
Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB)	1 128 218	32,64
Parti socialiste (BSP)	937 269	27,18
Front patriotique	313 117	9,06
Mouvement pour les droits et les libertés (DPS)	312 347	9,04
Volya	143 354	4,15
Bloc réformateur	104 553	3,02
Dost	99 794	2,89
Autres	412 963	12,02

Source : Commission électorale centrale <http://results.cik.bg/pi2017/rezultati/index.html>

« Le meilleur aspect de la démocratie, c'est que le peuple gouverne le pays à travers sa volonté. Nous avons été corrects, nous avons démissionné pour refaire les comptes. Ce résultat confirme sans aucun doute que le GERB doit être le meneur de jeu au sein du gouvernement » a déclaré à l'issue des résultats Boïko Borissov qui devrait donc diriger le prochain gouvernement bulgare. L'homme fort de la Bulgarie a su arracher une nouvelle victoire face à un Parti socialiste en reconstruction. De cette façon, il efface en partie la défaite de son parti à l'élection présidentielle des 6 et 13 novembre derniers.

Premier chef de gouvernement bulgare à avoir accompli deux mandats (le premier entre 2009 et 2013, le deuxième entre 2014 et 2016), Boïko Borissov s'est présenté en garant de la stabilité politique de son pays qu'il veut un membre fidèle de l'Union européenne et de l'OTAN. Il ne s'interdit cependant pas d'entretenir des relations « pragmatiques » avec Moscou. « Le consensus pro-occidental est préservé. La hausse des ambitions de politique étrangère de la Russie

a joué un rôle pour mobiliser l'électorat » a indiqué Parvan Simeonov de l'institut Gallup. Les questions internationales – poids de l'influence russe et tensions avec la Turquie voisine – avaient d'ailleurs dominé la campagne électorale.

« Les Bulgares qui ne sont pas satisfaits de la politique menée par le GERB ont soutenu Boïko Borissov pour ne pas voir arriver les socialistes. Celui-ci a su rassurer, adopter le rôle du rassembleur, du conciliateur » a analysé le politologue Haralan Alexandrov.

« Les socialistes avaient espéré profiter de l'élan qui, en novembre dernier, a porté leur candidat Roumen Radev, l'ancien chef de l'armée de l'air, à la présidence de la République » a souligné Daniel Smilov du Centre pour les stratégies libérales. « Le Parti socialiste s'est présenté comme porteur de changement, mais il a exagéré en se présentant comme une alternative au statu quo en politique étrangère et en prônant un rapprochement avec la Russie » a déclaré le politologue Ognian Mintchev. L'opposition de gauche semble en effet avoir effrayé les Bulgares.

Agé de 57 ans et originaire de Bankya (banlieue de Sofia), Boïko Borissov a commencé sa carrière professionnelle comme pompier. Après avoir travaillé au ministère de l'Intérieur, il fonde son entreprise – Ippon – au début des années 1990. Spécialisée d'abord dans le commerce du textile, elle se tourne ensuite vers le secteur de la sécurité. Boïko Borissov a travaillé comme garde du corps pour l'ancien leader de la Bulgarie communiste (1971-1989), Todor Jivkov, puis pour le Roi Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha lors de son retour d'exil en 1996. Après l'accession de ce dernier au poste de Premier ministre en 2001, il devient secrétaire en chef du ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire chef de la police nationale. Elu député lors des élections législatives du 25 juin 2005, il choisit de ne pas siéger au Parlement. Le 8 novembre 2005, il remporte la mairie de Sofia lors d'une élection partielle. Le 3 décembre 2006, Boïko Borissov fonde les Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB) qui, dès l'année suivante, s'imposent comme le principal parti d'opposition du pays avant de remporter les élections législatives qui se tiennent le 5 juillet. Il démissionne en 2013 dans un contexte de manifestations contre la pauvreté et la corruption, avant de retrouver la

tête du gouvernement à l'issue des élections du 5 octobre 2014. Boïko Borissov avait de nouveau démissionné et remis son mandat en jeu à la suite de la défaite de la candidate de son parti Tsetska Tsatcheva à l'élection présidentielle des 6 et 13 novembre derniers.

Le GERB devrait former une coalition avec Volya et le Front patriotique qui, rappelons-le, s'était déclaré prêt à gouverner aussi bien avec eux qu'avec le Parti socialiste. « *Le Front patriotique ne souhaite pas réellement gouverner. Il ne possède pas l'expertise et il n'a pas les solutions. Leur agenda est conservateur, xénophobe et lié à l'Eglise. Pour beaucoup de Bulgares, ces aspects font partie de leur identité nationale mais ce ne sont pas ceux qui comptent le plus dans leur vie quotidienne. La corruption et les inégalités constituent les enjeux majeurs* » a indiqué Christian Nitou de la London School of Economics (LSE).

« *Quel que soit le vainqueur, les élections législatives devraient déboucher sur un modèle de gouvernement oligarchique favorisant la corruption* » a affirmé Evgueni Daynov, analyste et directeur du Centre de pratiques sociales.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.